



Zizanie sur l'assurance-chômage

CONSEIL NATIONAL

Comment assainir les caisses du chômage? Un sévère affrontement gauche-droite est attendu aujourd'hui.

PATRICK CHUARD

Le trou de l'assurance-chômage aura dépassé les 6 milliards de francs à la fin de l'année. Pour y remédier, la gauche veut augmenter les

cotisations. La droite préconise de couper dans les prestations, surtout pour les jeunes. Une opposition parfaite, sans consensus possible... Dans ces conditions, la quatrième révision de la loi sur l'assurance-chômage lancée par la cheffe de

l'Economie, Doris Leuthard, tourne à la foire d'empoigne. Seul le Parti démocrate-chrétien (PDC), soutenant sa ministre, veut y croire sans réserve. Le débat s'annonce chaud aujourd'hui et demain au Conseil national. Et encore, il n'est pas exclu qu'une majorité de la Chambre du peuple refuse ce débat.

Des efforts partout

Initialement, la révision concoctée par Doris Leuthard exigeait des efforts de tout le monde. Potion amère pour les milieux patronaux: les cotisations passeront de 2% à 2,2% du salaire, et même à 2,3%

pour une durée limitée. En plus, une augmentation temporaire de 1% est prévue pour les salariés dont les revenus dépassent 126 000 francs par an. Le projet a aussi de quoi faire grimacer la gauche: il faudra travailler au moins douze mois pour avoir droit à 260 jours d'indemnités (contre 400 actuellement).

Ce projet de révision a été durci deux fois par les milieux bourgeois du parlement.

D'abord, le Conseil des Etats a proposé d'allonger les délais d'attente pour avoir droit aux indemnités de chômage. Ensuite, les sénateurs ont décidé que tout chômeur de moins de 30 ans devrait accepter n'im-

porte quel travail, même sans rapport avec sa formation.

Nouveau durcissement

Le mois dernier, la Commission de l'économie et des redevances du Conseil national est allé plus loin encore: elle entend limiter à 130 jours la prise en charge des jeunes de moins de 25 ans. La majorité de droite de la commission recommande en outre au Conseil national de ne pas entrer en matière sur cette révision. La semaine dernière, les milieux bourgeois ont annoncé in extremis avoir trouvé un accord entre eux. La gauche, elle, promet en tous les cas un référendum sur le sujet. Vous avez dit chaud? ■

GAUCHE: NON

Socialistes et Verts annoncent un référendum populaire

«Nous attendons que ce débat soit terminé au parlement pour lancer un référendum populaire. Je vous promets que le peuple aura le dernier mot», lance Jean Christophe Schwaab, député socialiste et secrétaire central de l'Union syndicale suisse (USS). La gauche n'encaisse pas les durcissements successifs de la révision, surtout dans la conjoncture actuelle. Couper les prestations pour les jeu-

nes, argumente le conseiller national Jean-Claude Rennwald (PS/JU), «cela revient en partie à jouer aux vases communicants, car il y aura inévitablement un report de charges sur l'aide sociale pour les communes et les cantons». Durcir les conditions d'accès au chômage pour les jeunes, ajoute Adèle Thorens Goumaz (Verts/VD), «c'est aussi faire porter à la nouvelle génération les erreurs de gestion d'un système financier mis en place par leurs aînés. C'est un manque de solidarité crasse.» Elle-même a reçu quelques

SMS de protestation de jeunes par SMS et publie leurs numéros de portables sur un site internet (SMS-chomage-des-jeunes.ch). Tous les élus en ont reçu. Certains sont fâchés, tel Toni Bortoluzzi (UDC/ZH), qui s'étonne qu'un organisme financé par l'Etat se lance dans une telle propagande.

Ces SMS ont été suscités par la Commission fédérale pour l'enfance et la jeunesse (CFEJ). Elle invite les jeunes de moins de 30 ans à contacter les parlementaires



CENTRE: OUI

Les démocrates-chrétiens défendent la révision

Notre fondue moitié-moitié n'est pas si mauvaise que ça! assure en substance le Parti démocrate-chrétien (PDC). La seule formation à défendre le projet de révision de «sa» conseillère fédérale, Doris Leuthard. Le PDC plaide pour un consensus centriste dans lequel la gauche comme la droite se montreraient «raisonnables». Vu les empoignades sur le sujet, cet idéal paraît bien loin. «On a un problème dans ce parlement

entre ceux qui veulent couper les prestations à la hache et ceux qui refusent toutes les mesures d'économie», reconnaît en soupirant le président du PDC, Christophe Darbellay (VS). Dommage, selon lui, car «ce projet de révision reste équilibré». Avec les durcissements successifs amenés par la droite, ce projet est-il encore bien dans une ligne centriste? «Quelques durcissements étaient inévitables, il faut créer des mesures incitatives en même temps qu'une augmentation des cotisations. Je

sais qu'on sera problème en référendum», considérait-il hier au pas au référendum de la gauche, mais ce projet est raisonnable si tous les partis bourgeois se montrent unis», considère le timonier du PDC.

Le démocrate-chrétien fribourgeois Dominique de Buman, lui, se distancie un peu du projet durci par les Etats et

surtout par la commission du National: «Va pour des incitations, mais la commission a franchi des limites et cela po-

DROITE: PEUT-ÊTRE

Les milieux de l'économie veulent sabrer dans les dépenses

«La droite a trouvé un compromis, je suis presque sûr que le Conseil national va entrer en matière sur cette révision de l'assurance-chômage aujourd'hui», lance Jean-François Rime (UDC/FR), l'un des représentants des milieux patronaux au parlement. Au sein de la commission de l'économie et des redevances (CER) du National, les élus bourgeois s'étaient abstenus au vote final. Les

rapporteurs devraient donc recommander au plénum de faire de même ce matin. Sauf que les milieux bourgeois se seraient mis d'accord entre-temps pour soutenir cette révision amendée. «Mais attention, prévient Jean-François Rime. Pas question de faire des efforts sur les cotisations s'il n'y a pas de mesures de contraintes sur les prestations.» Le Vaudois Charles Favre fait partie de ces libéraux-radicaux qui «entrent en matière» sur la révision: «Nous avons encore du travail

pour convaincre à droite, mais nous allons essayer d'avoir la même doctrine.»

Calcullette en main, Charles Favre explique que la proposition de Doris Leuthard de faire passer de 2% à 2,2% les cotisations de l'assurance-chômage (pour une économie espérée de 460 millions) ne fait guère débat à droite. Par con-

tre, les prélèvements «temporaires» de 0,1% pour tout le monde et de 1% pour les salaires de plus de 126 000 francs, afin d'éponger la dette de l'assurance, pourraient se voir remis en question. «Nous sommes plus réticents, surtout que la notion de «temporaire» est floue, cela peut durer dix ans.» Et le Vaudois de prévenir: «Si le PDC louvoie aujourd'hui, nous serons plus stricts.»